

EXCLUSIF – Le Grand Entretien avec Michel Fayad – Après la guerre ? : L'islamisme à nos portes et le nouveau désordre mondial

lediplomate.media — imprimé le 08/07/2026



Réalisation Le Lab Le Diplo

Publié le 10 juin 2026 chez Fayard dans la collection Pensée Libre dirigée par Sonia Mabrouk, *Après la guerre ? La menace à nos portes* s'ouvre sur un événement qui a ébranlé les équilibres régionaux, le 28 février 2026, les États-Unis et Israël déclenchent des frappes massives contre la République islamique d'Iran. Mais Michel Fayad ne s'arrête pas à la chronique d'un conflit, il pose la question plus redoutable de l'après. Car si le régime des mollahs venait à s'effondrer, le vide qui s'ensuivrait pourrait libérer des forces djihadistes dont l'Europe, et la France en particulier, serait en première ligne. Un livre de colère froide, de mémoire et d'anticipation stratégique, qui prolonge et approfondit les analyses que l'auteur avait livrées pour *Le Diplomate* en mars 2026, au cœur même des hostilités.

Aujourd'hui, Michel Fayad, analyste politique et géopolitique franco-libanais, formateur en géopolitique à l'IFP Training, chercheur associé au CERDAP2 de Sciences Po Grenoble et intervenant régulier dans les grands médias français, revient sur la genèse, les thèses et les implications d'un essai au titre délibérément suspendu.

Le Diplomate : Le point d'interrogation de votre titre est une prise de position en soi. Dans quelle mesure indique-t-il que la vraie guerre, celle des idéologies et des menaces diffuses, commence précisément là où les bombes s'arrêtent ?

Michel Fayad : Il l'est totalement, et il a été choisi mot pour mot. Le point d'interrogation n'est pas une coquetterie éditoriale : il indique que la victoire militaire, aussi spectaculaire soit-elle, ne clôt rien. On peut détruire un état-major, décapiter un commandement, pulvériser un programme nucléaire – l'histoire récente montre que la chute d'un pouvoir autoritaire ne fait jamais disparaître l'idéologie qui l'a porté ou qui prospérait à côté de lui. Elle la déplace, elle la libère parfois. La vraie guerre, celle qui se joue dans les textes, les réseaux de financement, les mosquées, les écoles, les algorithmes qui radicalisent des jeunes n'ayant jamais mis les pieds dans un lieu de culte, commence précisément quand les bombardements s'arrêtent et que l'attention du monde se détourne. C'est cette guerre-là, lente et silencieuse, que mon livre essaie de rendre visible.



Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël ont frappé l'Iran. Vous aviez analysé pour *Le Diplomate*, en mars 2026, les premières semaines d'un conflit qui s'enlisait déjà. Avec le recul de plusieurs mois, comment réévaluez-vous vos scénarios d'alors, et que révèle la résilience inattendue du régime iranien sur la nature profonde de cet État ?

Cette résilience en dit long. Le régime n'a pas survécu parce qu'il était fort au sommet, mais parce qu'il avait, depuis le milieu des années 2000, organisé sa propre décapitation possible : un commandement fragmenté en structures semi-autonomes, capables de continuer à frapper même quand Téhéran est aveugle. Ce que la mort de Khamenei et l'élimination d'une bonne partie de l'état-major ont révélé, c'est que la solidité du régime islamique iranien ne tenait jamais à un homme, mais à une architecture pensée pour l'attrition. La désignation dynastique de Mojtaba Khamenei le 9 mars, à peine dix jours après les premières frappes, confirme ce diagnostic : un système qui, face au danger, ne cherche pas l'ouverture mais le resserrement autour du noyau sécuritaire, celui des Gardiens de la Révolution. Les tensions internes que l'on observe depuis, entre les partisans d'un compromis avec Washington et une ligne dure qui refuse toute concession, montrent que le régime n'a pas retrouvé son unité : il gère sa survie au jour le jour, sur fond d'effondrement économique et de colère populaire qui n'a jamais cessé. Ma conclusion est donc double : militairement, l'Iran a été frappé plus durement qu'aucun autre État de la région ces dernières décennies ; politiquement, cette guerre n'a pas produit de rupture. Elle a simplement changé de visage un pouvoir dont la nature profonde, verrouillée depuis 1979 autour du Guide suprême, demeure intacte.

À lire aussi : EXCLUSIF – Le Grand Entretien du Diplomate avec Michel Fayad : Gaza, la « méthode Trump » et l'après-accord pour la région

Vous démontrez que la chute éventuelle du régime iranien ne serait pas la fin du problème mais potentiellement le début d'un chaos libérateur pour l'islamisme radical. Comment expliquez-vous ce paradoxe, et quels acteurs, takfiristes, groupes néo-djihadistes, seraient les premiers bénéficiaires d'un vide de souveraineté à Téhéran ?

C'est le cœur de mon inquiétude. Ce paradoxe s'explique par une réalité que l'on occulte trop souvent en Occident : l'islamisme n'est pas un phénomène né avec la révolution de Khomeyni, ni circonscrit à l'axe chiite. Il est d'abord et avant tout un phénomène sunnite, majoritaire, mieux financé, et jusqu'ici partiellement contenu par sa rivalité théologique et stratégique avec Téhéran. En Syrie, en Irak, au Yémen, cette rivalité a occupé une partie de l'énergie islamiste sunnite contre son concurrent chiite. Si l'axe iranien recule, cette énergie ne disparaît pas : elle se redéploie. Les premiers bénéficiaires seraient multiples et de nature différente : une Turquie d'Erdoğan qui a toujours cultivé une double posture, celle d'un allié de l'OTAN et celle d'un parrain de réseaux islamistes de la Libye au Sahel ; les pétromonarchies du Golfe, dont l'infrastructure idéologique wahhabite, salafiste et frériste ne dépend d'aucune décision politique à Téhéran ; un Pakistan nucléaire dont l'érosion progressive des institutions laïques est le scénario le plus dangereux à long terme ; et les mouvances transnationales, Frères musulmans, Tabligh, franchises de Daech et d'al-Qaida, qui n'ont jamais eu besoin de l'Iran pour exister. L'ennemi de mon ennemi n'est pas mon ami : c'est la leçon que l'Occident refuse d'entendre.

Le sous-titre de votre essai est « La menace à nos portes ». La France, du fait de ses liens historiques avec le Liban, sa communauté franco-libanaise et son exposition aux réseaux islamistes, vous semble-t-elle particulièrement vulnérable dans ce nouveau désordre post-iranien, et ses élites politiques en ont-elles pris la mesure ?

Oui, et je le dis avec la conviction de quelqu'un qui a vu, enfant, son propre pays être arabisé et islamisé de force. La France est liée au Levant par un mandat historique, par une communauté franco-libanaise nombreuse, par des décennies d'accueil de populations issues du monde sunnite, et par des attentats qui ont endeillé son sol depuis 2015. Ce que le Liban a vécu de façon extrême, la France le vit sous une forme différente mais selon la même logique : l'implantation patiente d'un islam politique dans le tissu associatif, éducatif et électoral. Les élites françaises en ont-elles pris la mesure ? Partiellement, et c'est bien le problème. On renforce l'arsenal sécuritaire après chaque attentat, mais on continue de refuser de nommer l'idéologie qui les produit, par peur de l'amalgame ou par calcul électoral. Cette prudence sémantique a un coût : elle interdit le diagnostic, donc le traitement. Et elle s'accompagne d'une dépendance économique et diplomatique aux pétromonarchies arabes qui limite structurellement la capacité de la France à s'opposer aux financements qui nourrissent, chez elle, les réseaux qu'elle dit combattre.

Votre ouvrage s'attaque frontalement à ce que vous désignez comme l'aveuglement occidental, la tentation de croire que la disparition de la République islamique serait en elle-même libératrice. Vingt-cinq ans après le 11 septembre, pourquoi cette erreur d'analyse se répète-t-elle, et à quoi tient cet obstacle récurrent à une lecture réaliste des sociétés islamiques ?

Cette erreur se répète parce qu'elle repose sur une croyance confortable : que la disparition d'un pouvoir autoritaire libère automatiquement une société vers la modération. C'est ce que l'on a cru pour l'Irak en 2003, pour la Libye en 2011, pour la Syrie en 2024 – et à chaque fois, le vide a été comblé par un acteur plus dangereux que celui qu'il remplaçait. La raison de cette cécité récurrente, vingt-cinq ans après le 11 septembre, tient à un refus persistant de lire l'islamisme comme un phénomène doctrinal enraciné plutôt que comme une simple pathologie politique conjoncturelle, imputable à tel régime ou tel dictateur. Tant que l'on continuera de penser que l'islamisme est une anomalie extérieure à l'islam plutôt que l'expression cohérente d'une de ses lectures possibles, on continuera de se tromper sur ce qui vient après la chute des régimes qui, d'une certaine manière, contenaient une partie de cette énergie. À cela s'ajoute un aveuglement plus prosaïque : les intérêts pétroliers, commerciaux (les armes) et diplomatiques qui poussent les chancelleries occidentales à regarder ailleurs plutôt qu'à nommer leurs propres partenaires comme des vecteurs d'une idéologie qu'elles disent combattre.

La doctrine du Velayat-e faqih et le financement du djihad transnational constituent deux piliers distincts de la menace iranienne. Une fois le régime des Pasdaran neutralisé militairement, quels sont selon vous les vecteurs idéologiques et financiers qui survivront le mieux à sa disparition et continueront d'alimenter l'islamisme radical en Europe ?

Ces deux piliers ne meurent pas au même rythme, et c'est précisément ce qui rend l'après-mollahs si périlleux. Le Velayat-e faqih est une doctrine institutionnelle, verrouillée autour d'un homme et d'un appareil : neutralisez le sommet, et vous affaiblissez réellement la chaîne de commandement, même si les structures locales – Hezbollah, Hachd al-Chaabi – gardent une capacité de nuisance autonome, précisément parce que le régime avait anticipé ce scénario en décentralisant son commandement. Le financement du djihad transnational, lui, ne dépend pas de Téhéran : il repose sur une infrastructure sunnite indépendante, construite depuis un demi-siècle par les pétrodollars saoudiens et qataris, autour des mosquées, des bourses d'études, des chaînes satellitaires, des réseaux frériste et tablighi. Cette infrastructure a sa propre inertie et ses propres logiques de reproduction ; elle ne disparaîtra pas avec la chute des Pasdaran, elle en sortira renforcée, débarrassée de la concurrence chiite. Si je devais désigner le vecteur le plus durable, ce serait donc celui-là : non l'idéologie chiite officielle, mais le financement diffus, patient et largement légal, de l'islamisme sunnite en Europe.

Votre analyse repose sur une vision réaliste des rapports de force. Dans ce nouvel ordre post-iranien en gestation, où placez-vous les grandes puissances, Russie, Chine et Turquie, qui jouaient chacune, à des titres divers, un rôle dans l'architecture de sécurité régionale construite autour du pôle iranien ?

La Turquie est, à mes yeux, la puissance la mieux placée pour occuper l'espace laissé vacant. Erdoğan a construit depuis 2002 une double posture, celle d'un allié de l'OTAN à Bruxelles et celle d'un parrain islamiste à Istanbul, qui lui a permis d'étendre son influence de Chypre au Haut-Karabakh sans jamais rompre frontalement avec l'Occident. Si Téhéran recule, Ankara sera en position de s'imposer comme référence du monde sunnite, non pas contre l'Occident, mais en le manœuvrant. La Russie et la Chine, elles, jouent un jeu plus prudent que ne le craignaient certains : leurs condamnations diplomatiques des frappes de février n'ont jamais débouché sur un engagement réel. Moscou, absorbée par la guerre d'Ukraine, n'a ni les moyens ni la volonté de projeter une puissance militaire au Moyen-Orient ; elle redoute surtout les effets d'un effondrement iranien sur le Caucase du Sud, où une poussée kurde ou azérie pourrait rebattre les cartes à sa frontière. Pékin, dont la relation avec Téhéran est d'abord pétrolière et largement asymétrique, a clairement privilégié ses intérêts avec Washington plutôt qu'un soutien réel à son partenaire. Ni l'une ni l'autre ne combleront donc le vide sécuritaire laissé par l'Iran : ce sont des acteurs plus idéologiques, la Turquie en tête, qui s'y engouffreront.

Enfin, si vous deviez formuler les deux ou trois conditions indispensables pour que la France et l'Europe transforment cette guerre en opportunité stratégique plutôt qu'en facteur d'aggravation de leur vulnérabilité intérieure, lesquelles seraient-elles ?

Je retiendrais trois conditions. La première est de nommer les choses : la distinction entre islam et islamisme ne doit plus être un obstacle intellectuel qui prive le débat public d'un diagnostic clair, faute duquel aucune politique cohérente n'est possible. La deuxième est de reprendre le contrôle du financement de tout ce qui touche à l'islam sur le sol français – mosquées, associations, centres culturels – pour couper les canaux par lesquels des puissances étrangères diffusent leur idéologie, sans pour autant rompre les relations commerciales et diplomatiques légitimes avec les pétromonarchies arabes. La troisième est de reconstruire une politique d'intégration ambitieuse, fondée sur la maîtrise de la langue et l'égalité réelle des chances, car l'islamisme prospère précisément là où la République a démissionné – et parce que ce sont les jeunes générations, nées et socialisées en France, qui s'y montrent aujourd'hui les plus perméables. À ces conditions, cette guerre, comme celle qu'a connue le Liban avant elle, peut devenir un avertissement entendu plutôt qu'un nouveau chapitre subi.

À lire aussi : Le Grand Entretien avec Amélie Chelly : Iran – Le pouvoir des

mollahs face à l'épreuve du soulèvement populaire et des recompositions régionales

#MichelFayad, #GrandEntretien, #Exclusif, #Geopolitique, #Iran, #Israel, #EtatsUnis, #MoyenOrient, #Islamisme, #Djihadisme, #Terrorisme, #France, #Europe, #Securite, #Defense, #RelationsInternationales, #OrdreMondial, #Geostrategie, #PolitiqueInternationale, #AnalysePolitique, #ConflitIran, #IranIsrael, #Pasdaran, #GuideSupreme, #Khamenei, #Hezbollah, #FreresMusulmans, #Daech, #AlQaida, #Turquie, #Russie, #Chine, #Liban, #Levant, #SoniaMabrouk, #Fayard, #LeDiplomate, #MichelFayadInterview, #PenséeLibre, #ActualiteInternationale



Le Diplomate

▼ Lire la biographie complète

Voir tous les articles de cet auteur →